



Délégation aux collectivités
TERRITORIALES



MISSION SUR LES SERVICES PREFECTORAUX ET DECONCENTRES

-

À LA RECHERCHE DE LA PLACE DE L'ÉTAT DANS LES TERRITOIRES

Point d'étape



L'avancement de la mission

- **Quatre** auditions en séance plénière
- **Douze** auditions par les rapporteurs
- Une enquête, par questionnaire, auprès des **élus locaux**
- Un questionnaire aux **préfets** et sous-préfets



Les données quantitatives

- **Questionnaire aux élus locaux:**
 - 1 393 répondants
 - 62,4 % de maires; 17,4 % d'adjoints; 20,2 % de conseillers
- **Questionnaire auprès des préfets et des sous-préfets**
 - 108 répondants (sur une population de 375 personnes selon la DMAT)
 - 26 % de préfets; 71 % de sous-préfets



Délégation aux collectivités
TERRITORIALES

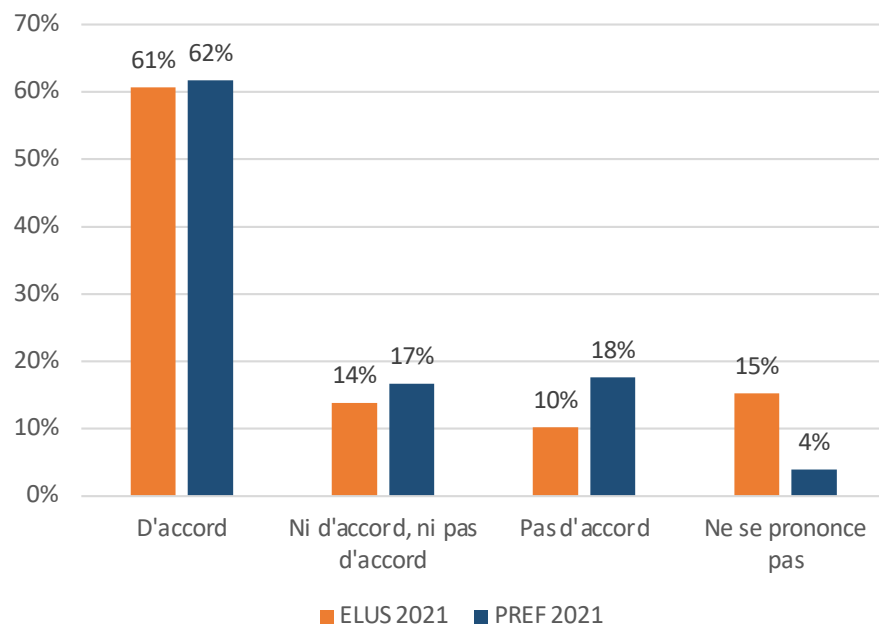


LE DIAGNOSTIC

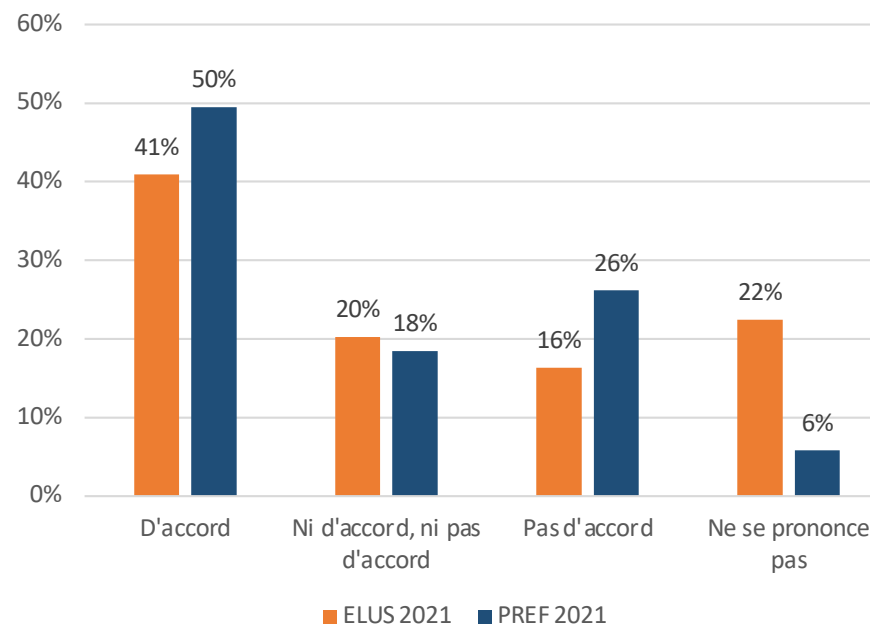


Une réforme qui apparaît nécessaire...

La réforme de l'organisation territoriale de l'Etat est-elle souhaitable?



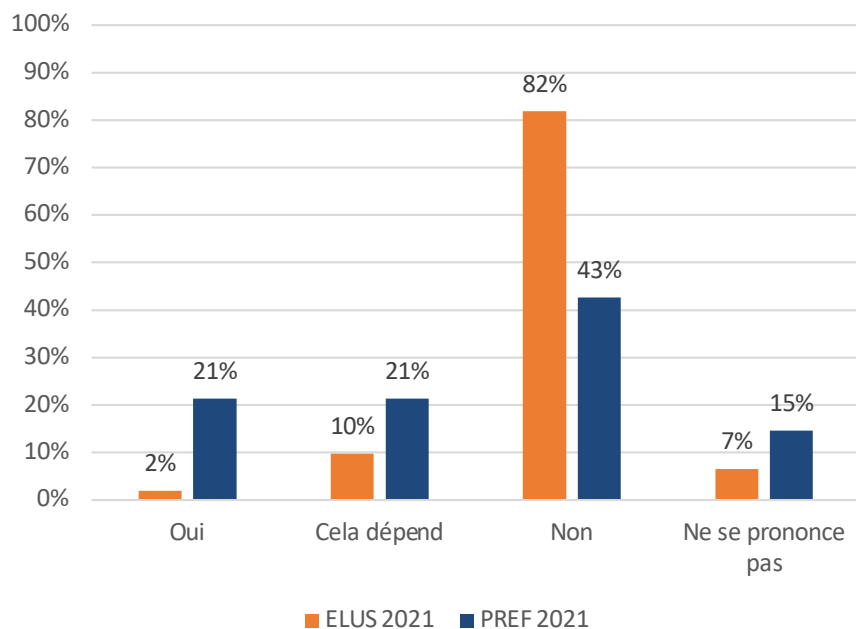
La réforme de l'organisation territoriale de l'Etat est-elle pertinente?



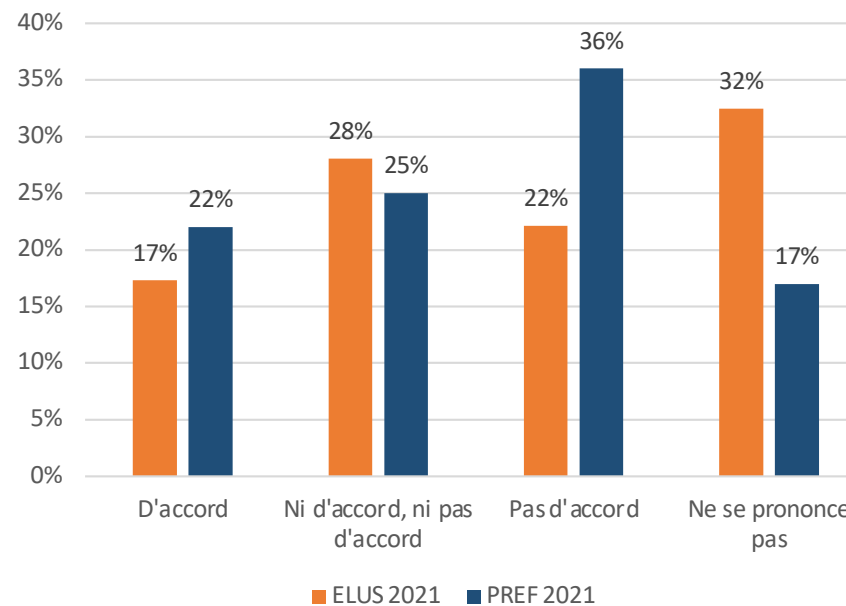


...mais une absence de concertation, d'information et d'accord global...

Sentiment d'association aux réformes des services déconcentrés de l'État



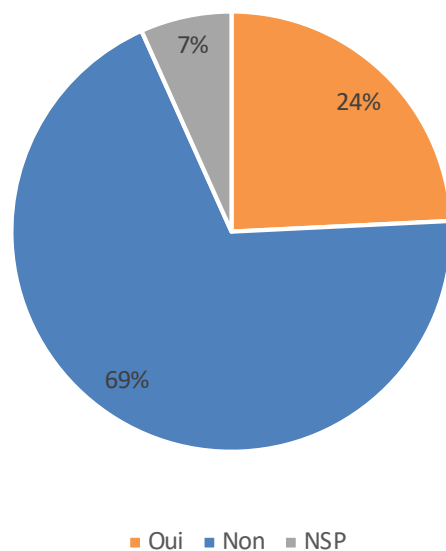
La réforme de l'organisation territoriale de l'Etat répond à mes attentes



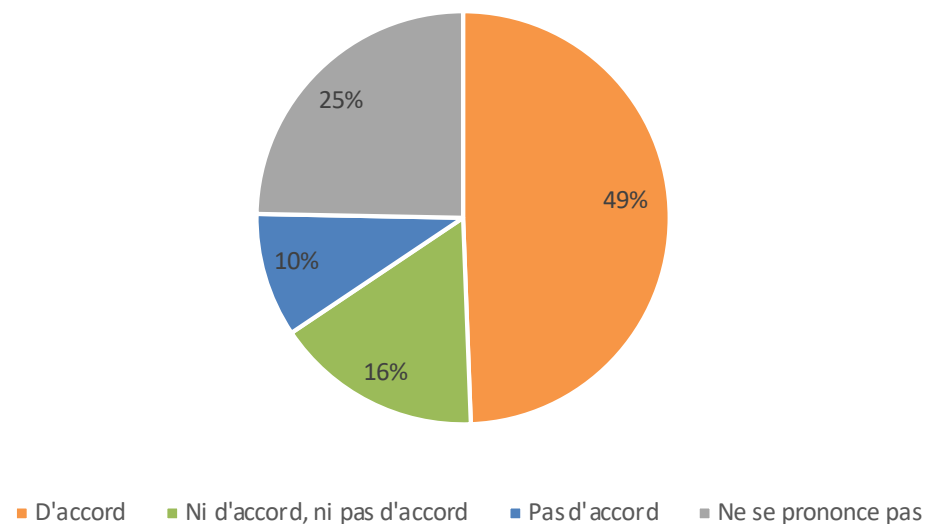


...pour une réforme mal connue ayant potentiellement des conséquences locales

Connaissance du renforcement du rôle du préfet en %
ELUS2021



Les réformes des services déconcentrés vont induire
un report de charge %
ELUS2021





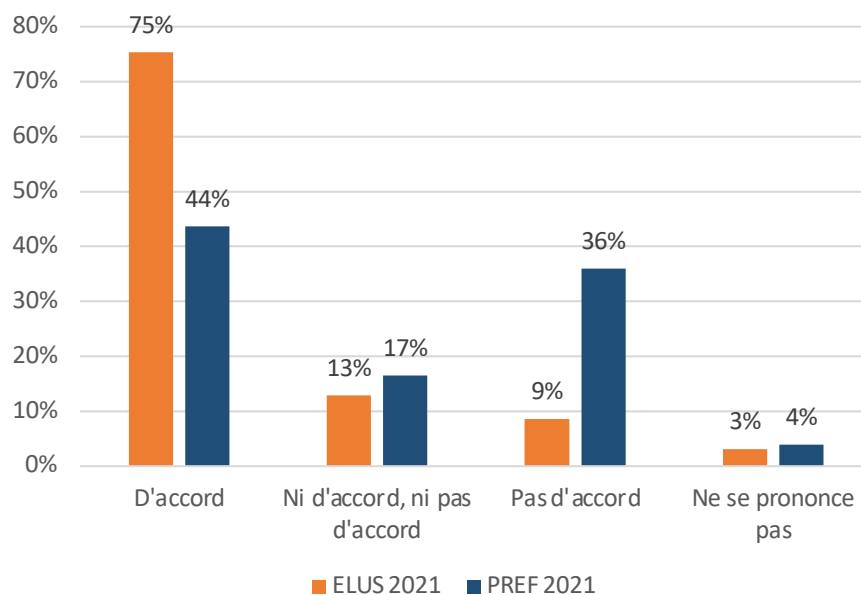
...dont le bilan est mitigé

- **58,5 %** des répondants élus **estiment que les moyens** dont disposent les services déconcentrés de l'État pour répondre à leurs demandes **sont insuffisants**
- **61 %** estiment qu'à l'issue des différents plans de modernisation des services déconcentrés de l'État **il est difficile de trouver le bon interlocuteur administratif**
- **70,1 %** estiment que leurs interlocuteurs administratifs **ne demeurent pas en fonction assez longtemps** pour bien connaître leur territoire

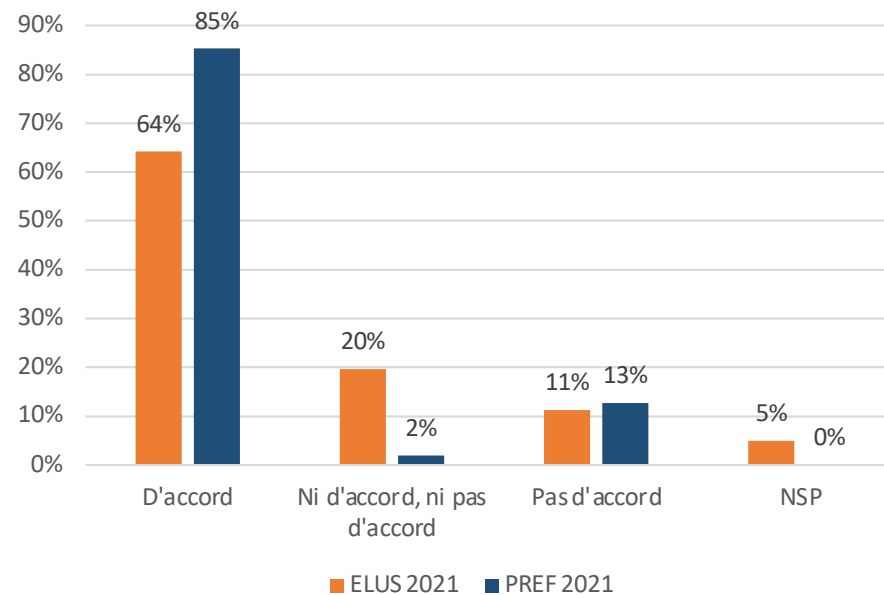


... avec un regard critique partagé sur l'État local - a

Le service public de l'Etat s'est dégradé sur mon territoire



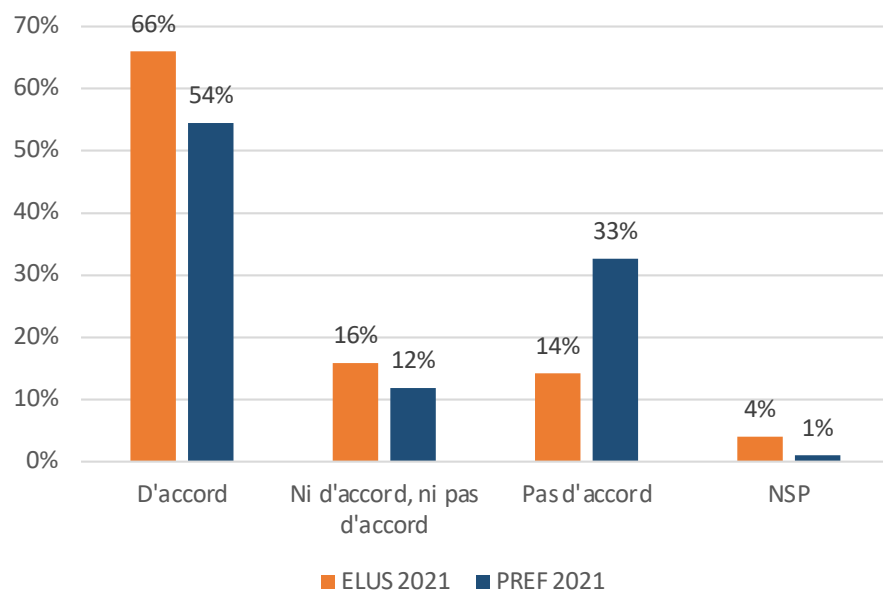
L'organisation territoriale de l'Etat est trop souvent réformée



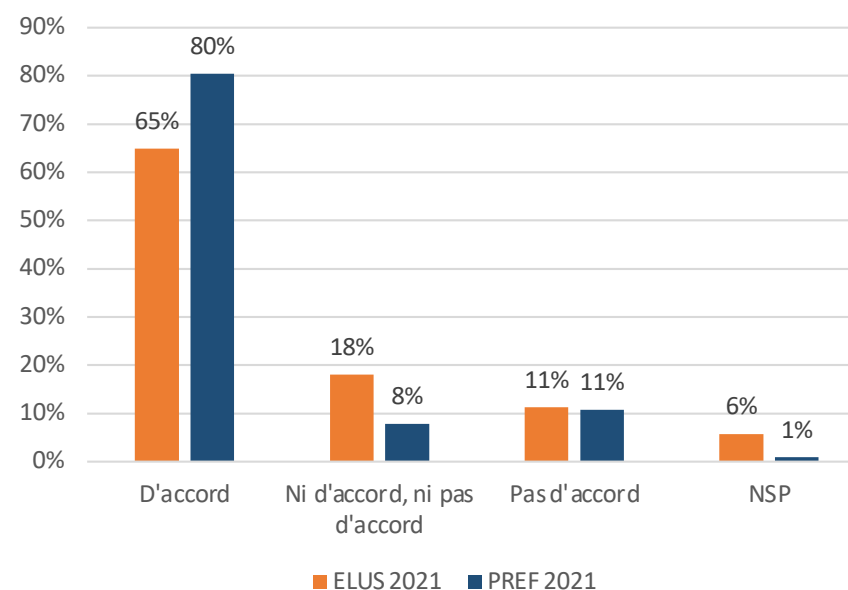


... avec un regard critique partagé sur l'État local - b

Il y a trop de doublons entre les services de l'État et ceux des collectivités locales



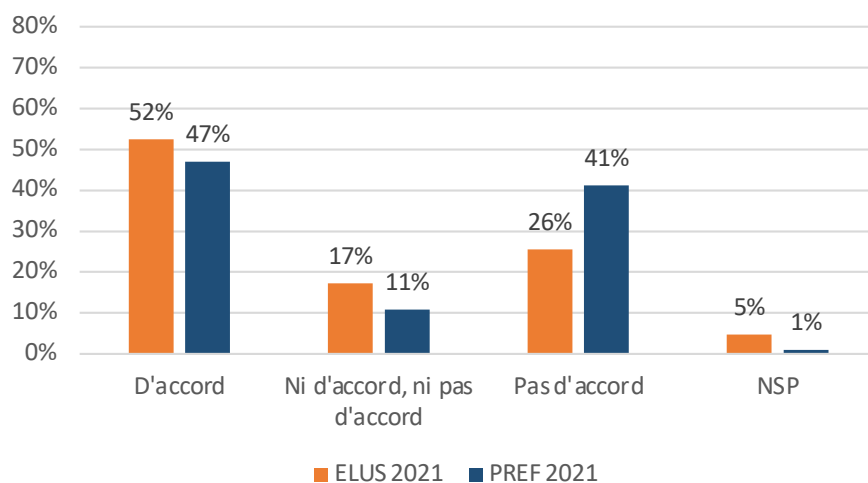
Les agences de l'État (ANRU, ADEME...) sont trop nombreuses



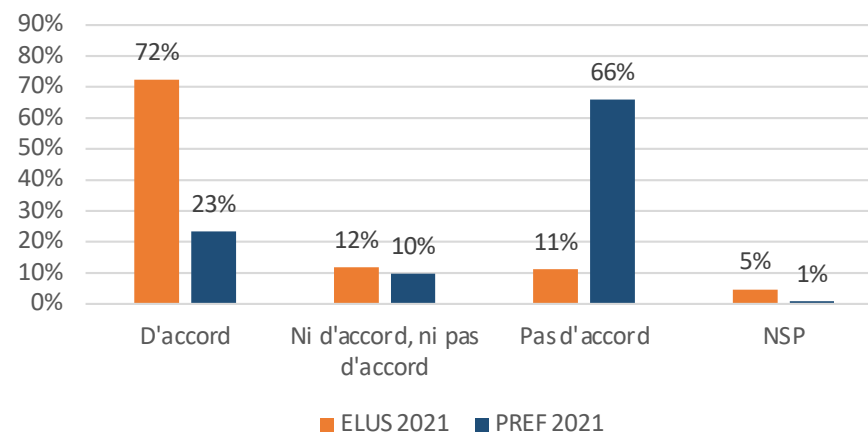


... et une demande de souplesse

L'Etat doit complètement renoncer aux compétences qu'il a décentralisées



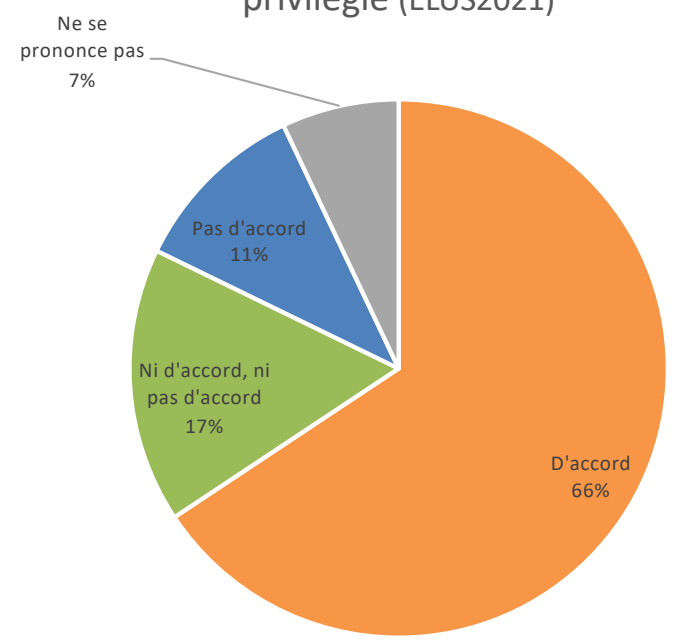
Les collectivités locales doivent avoir un pouvoir d'adaptation des normes législatives et réglementaires



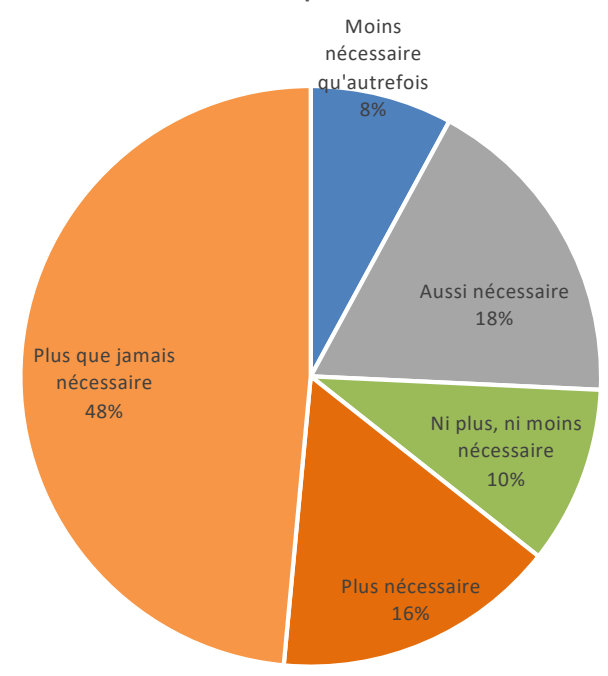


...et de proximité

Le sous-préfet est un interlocuteur privilégié (ELUS2021)



La fonction de sous-préfet est (PREF2021):





...sans que cela se fasse au détriment des collectivités

- **73,2 % des répondants élus estiment que les collectivités locales ont compensé le retrait de l'État**
- **89,2 % estiment que les réformes de l'État induisent systématiquement un report de charges sur les collectivités locales**



Les champs d'action prioritaires des services déconcentrés de l'État selon les élus : entre services publics et régaliens

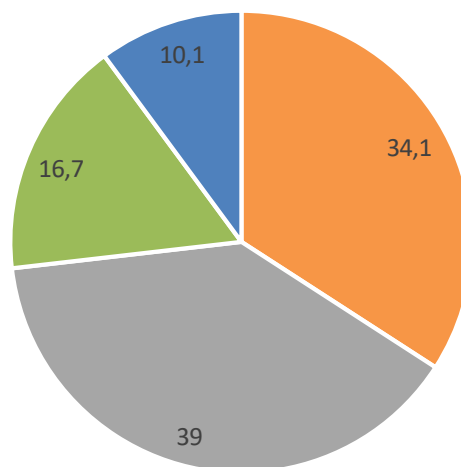
Moyenne des différents items sur une échelle allant de 1, élément peu souhaitable à 10, élément très souhaitable

8,6	Sécurité
8,4	Santé
8,2	Gestion des crises
8,2	Lutte contre la fraude
7,5	Immigration
7,5	Emploi et travail
7,4	Équilibre territorial
7,3	Environnement
7,2	Cohésion sociale
6,9	Contrôle de légalité
6,9	Développement économique
6,9	Economie
6,8	Aménagement
6,8	Ingénierie territoriale
6,4	Fonction publique territoriale
6,4	Logement
6,1	Urbanisme
5,8	Commande publique
5,6	Sport
5,5	Culture



Focus 1 : l'ingénierie territoriale - a

Niveau d'ingénierie territoriale dont disposent
les élus %

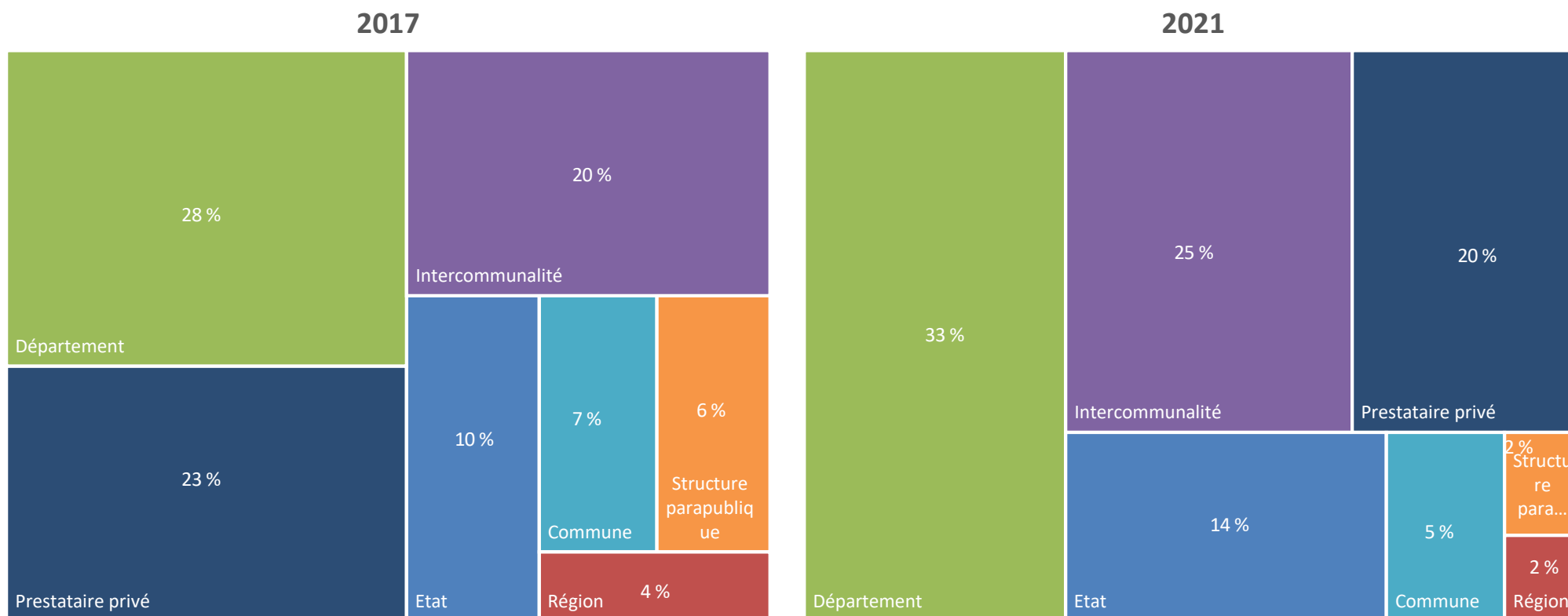


■ Bon ■ Ni bon, ni mauvais ■ Mauvais ■ NSP



Focus 1 : l'ingénierie territoriale - b

Lors du lancement d'un projet complexe, à qui les élus locaux font-ils appel?





Focus 1 : l'ingénierie territoriale - c

ANCT: la lente émergence

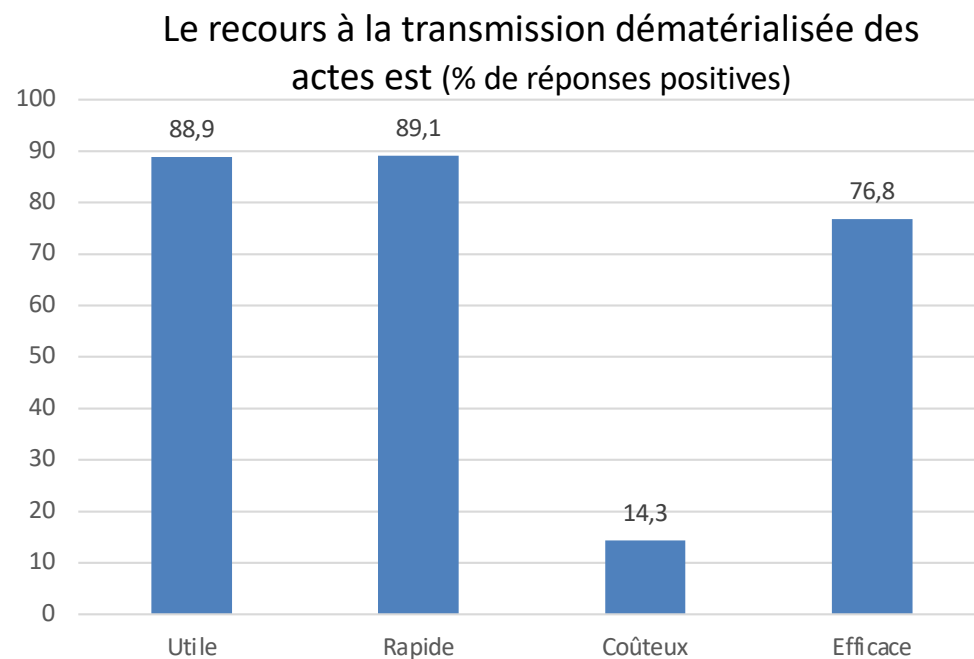
- **À peine plus d'un élu sur deux (51,7 %) connaît l'ANCT**
- **Mais seuls 10,1 % d'entre-eux ont fait appel à ses services**



Focus 2 : le contrôle de légalité - a

L'affirmation de la transmission dématérialisée des actes

76,2 % C'est le pourcentage des élus dont la commune ou le groupement transmet les actes soumis au contrôle de légalité par voie dématérialisée

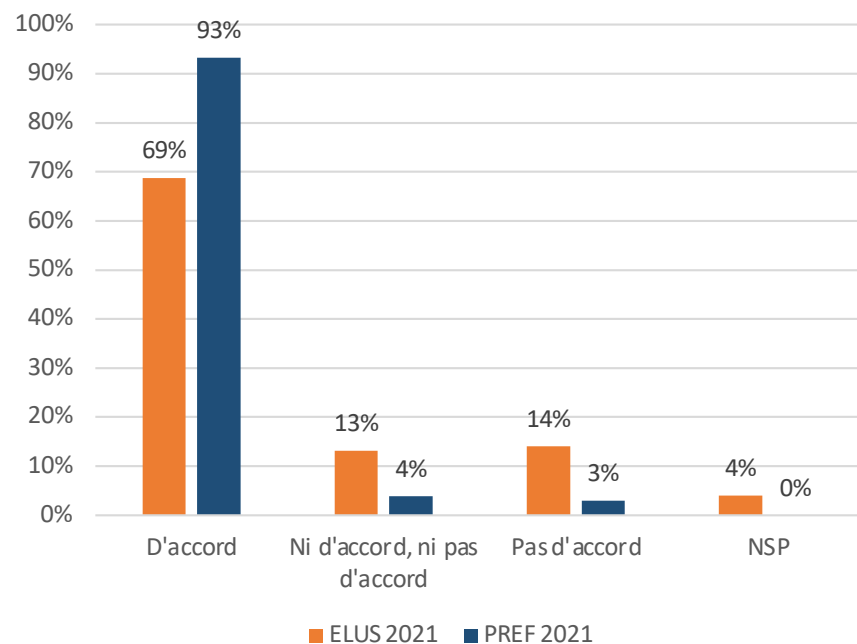




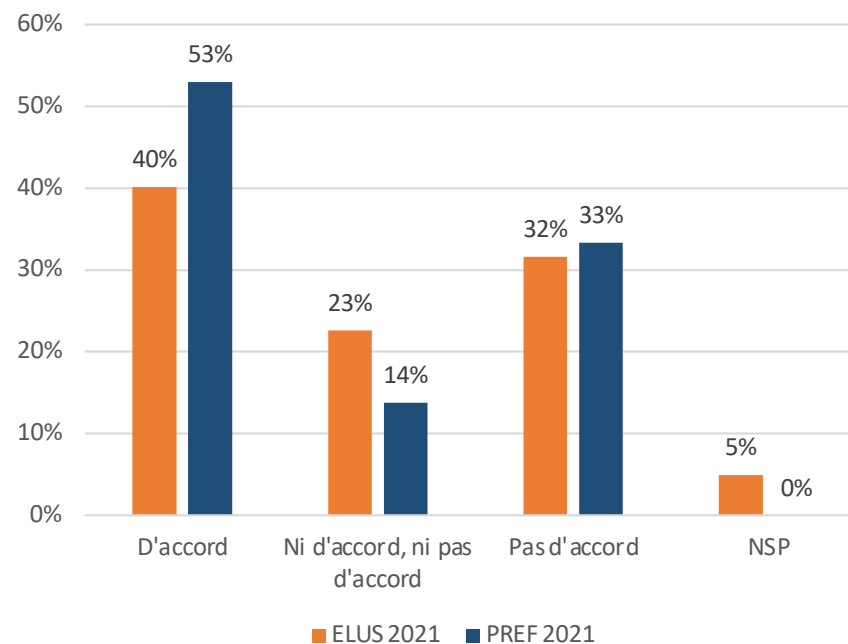
Focus 2 : le contrôle de légalité - b

Un jugement globalement positif

Le contrôle de légalité est-il protecteur ?



Le contrôle de légalité est-il contraignant ?

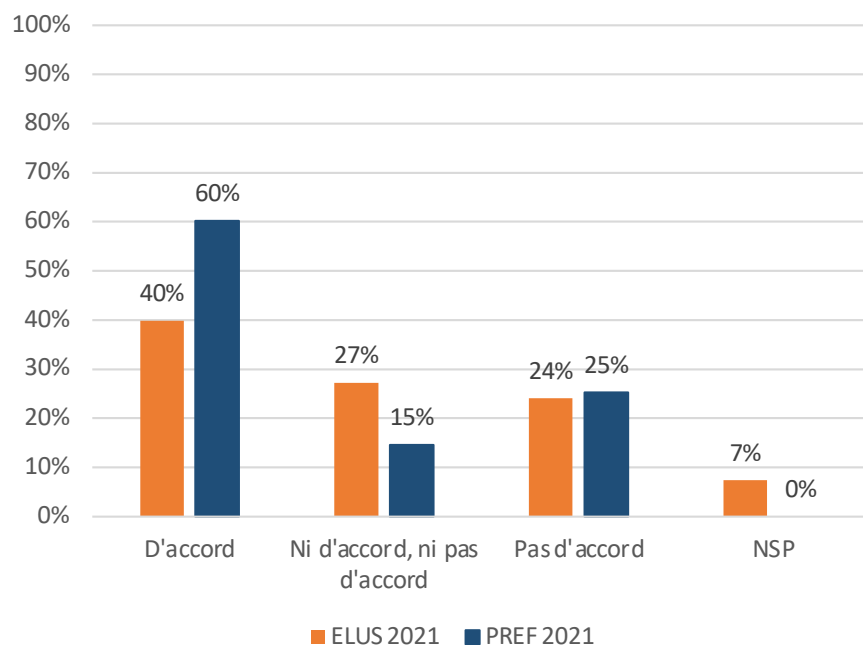




Focus 2 : le contrôle de légalité - c

Un jugement globalement positif et quelques limites

Le contrôle de légalité est-il efficace ?



40,2 % des élus jugent le contrôle de légalité contraignant

63,5 % ne connaissent pas la technique du rescrit

seulement **7,2 %** l'ont utilisé

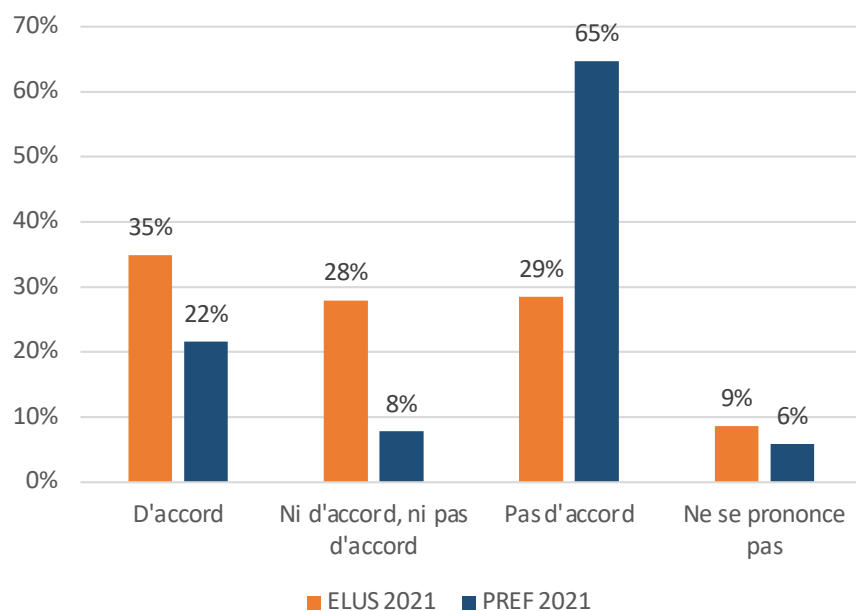
74 % des membre du corps préfectoral estiment ne pas disposer d'assez de moyens pour contrôler les actes des collectivités



Focus 2 : le contrôle de légalité - d

Des différences d'appréciation entre élus et représentants de l'État

Le champ des actes transmis au titre du contrôle de légalité doit être réduit



Des démarches d'« autocontrôle » de la légalité des actes sont possibles

